COORDINATION DES LÉGISLATIONS NATIONALES

OBJECTIFS DU RÈGLEMENT CE N° 883/2004

COORDONNER LES DIFFÉRENTES LÉGISLATIONS NATIONALES

Le règlement CE n° 883/2004 a pour objectif l'élaboration d'un système unique de coordination des différentes législations nationales des États membres de l'Union Européenne. Il s'agit ainsi de garantir, en matière de protection sociale :

- la libre circulation au sein de l'Union Européenne des travailleurs salariés ;
- le droit d'établissement ainsi que la libre prestation de services des travailleurs non-salariés.

De façon plus générale, coordonner les différentes législations nationales de Sécurité sociale permet d'instaurer une égalité de traitement entre les ressortissants de tous les États composant l'Union Européenne, sans différenciation fondée sur la nationalité.

PERSONNES CONCERNÉES

Dans le cadre du règlement CE n° 883/2004, la coordination des régimes nationaux de protection sociale vise «toutes les personnes assurées dans le cadre des régimes de Sécurité sociale organisés au bénéfice des travailleurs salariés ou non-salariés, ou en raison de l'exercice d'une activité salariée ou non».

Font donc l'objet des mesures de coordination, les législations nationales traitant des personnes exerçant, ayant exercé ou susceptibles d'exercer une activité professionnelle, qu'elle soit salariée ou non.

Ces personnes doivent être ressortissantes d'un État membre et «en circulation», c'est-à-dire se déplacer dans un ou plusieurs autres États membres de l'UE pour une nécessité professionnelle.

PRESTATIONS ACCORDÉES DANS LE CADRE DE LA LIBRE CIRCULATION

Les prestations accordées aux bénéficiaires de la libre circulation au sein de l'UE sont celles des États membres. Il ne s'agit pas d'appliquer une législation supranationale décidée par les instances communautaires.

Sont donc visées :

- les prestations de pré-retraite ;
- les prestations de Sécurité sociale de chaque État membre ;
- les prestations d'assistance sociale octroyées par ces mêmes régimes en matière :
 - de maladie-maternité,
 - d'assurance vieillesse,
 - d'invalidité,
 - d'accidents du travail et maladies professionnelles,
 - de décès,
 - de chômage,
 - de prestations familiales,
 - de prestations attribuées dans le cadre de la réversion.

MOYENS DE LA COORDINATION

Le système de coordination des différentes législations nationales, instauré par le règlement CE n° 883/2004 consiste à soumettre un ressortissant qui exerce son droit de circulation à une seule législation à la fois : celle de l'État dans lequel il exerce son activité professionnelle.

Peu importe l'État de provenance, dès lors que ce dernier est situé dans l'UE. Il s'agit d'éviter les cumuls de législation qui pourraient rompre le principe d'égalité de traitement entre tous les ressortissants de l'UE.

En outre, garantir la libre circulation au sein de l'Union Européenne, c'est aussi :

- permettre à l'intéressé de conserver les droits ouverts dans un État membre, lorsqu'il part travailler dans un 3^e État membre ou rentre dans son pays d'origine ;
- prendre en compte la période d'assurance accomplie dans un État pour l'ouverture et le calcul des droits accordés par la législation d'un autre État membre.

C'est pourquoi le règlement CE n° 883/2004 instaure le principe de «totalisation des périodes de références», qui permet au travailleur salarié ou non-salarié exerçant son droit de circulation au sein de l'Union Européenne, la prise en considération de toutes les périodes de travail qu'il a accomplies au sein de l'Union Européenne pour l'ouverture des droits, le maintien et le calcul des prestations accordées dans n'importe quel pays de l'Union.

En vue de garantir encore mieux cette coordination des systèmes de protection sociale, il a été institué une commission administrative, composée d'un représentant gouvernemental de chacun des États membres, assisté, le cas échéant, de conseillers techniques. Cette commission administrative est chargée :

- a) de traiter toute question administrative ou d'interprétation découlant des dispositions du règlement ou de celles du règlement d'application b) de faciliter l'application uniforme du droit communautaire, notamment en promouvant l'échange d'expériences et de bonnes pratiques administratives ;
- c) de promouvoir et de développer la collaboration entre les États membres et leurs institutions en matière de Sécurité sociale en vue, notamment, de répondre aux questions particulières de certaines catégories de personnes; de faciliter, dans le domaine de la coordination de la Sécurité sociale, la réalisation d'actions de coopération transfrontalière ;
- d) de favoriser le recours le plus large possible aux nouvelles technologies pour faciliter la libre circulation des personnes, notamment en modernisant les procédures nécessaires à l'échange d'informations et en adaptant aux échanges électroniques le flux d'informations entre les institutions, compte tenu de l'évolution du traitement de l'information dans chaque État membre.
- e) d'exercer toute autre fonction relevant de sa compétence en vertu du présent règlement et du règlement d'application ou de tout accord ou arrangement conclu dans le cadre de ceux-ci ;
- f) de faire toute proposition à la Commission des Communautés européennes en matière de coordination des régimes de Sécurité sociale.

Article 71 et 72 du règlement 883/2004

En parallèle, il est institué un comité consultatif pour la coordination des systèmes de Sécurité sociale qui remplace le comité consultatif pour la Sécurité sociale des travailleurs migrants. Il est composé, pour chacun des États membres, d'un :

- représentant du gouvernement ;
- représentant des organisations syndicales de travailleurs ;
- représentant des organisations syndicales d'employeurs.

Il est habilité, à la demande de la Commission des Communautés européennes, de la commission administrative ou de sa propre initiative à :

- à examiner les questions générales ou de principe et les problèmes que soulève l'application des dispositions communautaires relatives à la coordination des systèmes de Sécurité sociale, notamment vis-à-vis de certaines catégories de personnes ;
- à formuler à l'intention de la commission administrative des avis en la matière, ainsi que des propositions en vue de l'éventuelle révision desdites dispositions.

Article 75 du règlement 883/2004

Ce comité consultatif a adopté son règlement intérieur en fixant une réunion annuelle et en déterminant les règles de participation, de remplacement par les suppléants et les niveaux de majorité requise.

JOUE 8 décembre 2010

DES PROCEDURES PLUS SIMPLES ET PLUS EFFICACES

Pour garantir l'effectivité de cette coordination, un nouveau réseau d'information va être lancé. Il s'agit du réseau EESSI (Electronic exchange of social security information). Celui-ci va permettre d'établir un dialogue entre les institutions de différents pays par voie électronique. Les formulaires papier disparaîtront et les démarches à entreprendre par les citoyens devraient être fortement allégées.

Les travaux de construction du réseau EESSI et la confection des messages électroniques contenant les informations nécessaires à l'établissement et au versement des prestations supposent une période transitoire, initialement de 2 ans, prolongée jusqu'au 30 avril 2014. Il est ainsi prévu un passage aux échanges électroniques par secteur (maladie, vieillesse...) et par paire d'États, sachant que devront continuer à être pris en considération les anciens formulaires papier, déjà transmis par voie électronique de façon à ne pas pénaliser les assurés.

Dans le cadre de ce nouveau système de communication, des documents électroniques structurés (DES) ont été conçus afin de rendre la communication des données plus facile et plus efficace et de remplacer les anciens « formulaires E ». Durant la période de transition, des versions papier des DES pourront être utilisées. On distinguera donc différentes série de documents, à savoir :

- la législation applicable (série A) ;
- les pensions (série P) ;
- la maladie (série S) ;
- les allocations familiales (série F) ;
- les accidents du travail et maladies professionnelles (série DA) ;
- le chômage (série U) ;
- les questions horizontales (série H) ;
- le recouvrement (série R).

En parallèle des SED, il existe des formulaires papier qui ne sont pas pour autant des documents transitoires. En effet, il existe des documents dont le modèle est pérenne et qui sont dits portables parce qu'ils doivent être remis directement aux personnes concernées pour être utilisés dans leurs relations avec les institutions des autres États membres. Correspondent à ces documents qui vont progressivement remplacer les anciens formulaires E :

- la carte européenne d'assurance maladie ;
- le formulaire A1 concernant la législation de Sécurité sociale applicable au titulaire ;
- le document S1 permettant l'inscription en vue de bénéficier des prestations de l'assurance maladie ;
- le formulaire S2 attestant du droit aux soins programmés ;
- le document DA1 garantissant le droit aux prestations en nature au titre de l'assurance contre les accidents du travail et les maladies professionnelles ;
- le formulaire U1 attestant des périodes à prendre en compte pour l'octroi des prestations chômage ;
- le document U2 garantissant le maintien de droit aux prestations chômage ;
- le formulaire P1 constituant un récapitulatif des droits à pension.

UNE MEILLEURE COORDINATION DU RECOUVREMENT DES COTISATIONS OU PRESTATIONS ENTRE INSTITUTIONS

Les dispositions du règlement européen relatives à la récupération de prestations et de cotisations se fondent sur les règles de l'Union européenne applicables en matière de recouvrement dans le domaine fiscal.

L'idée est de raccourcir les délais de paiement des créances entre les institutions des États membres afin de répondre à un impératif de bonne gestion des systèmes de Sécurité sociale.

ÉGALITÉ DE TRAITEMENT AVEC LES TRAVAILLEURS NATIONAUX

ÉGALITÉ DE TRAITEMENT AU REGARD DE LA LÉGISLATION NATIONALE APPLICABLE

Les personnes auxquelles le règlement CE n° 883/2004 s'applique bénéficient des mêmes prestations et sont soumises aux mêmes obligations, en vertu de la législation de tout État membre, que les ressortissants de celui-ci. À moins que ledit règlement n'en dispose autrement.

Article 4 - Règlement CE n° 883/2004

EXTENSION DU PRINCIPE AUX ACCORDS INTERNATIONAUX CONCLUS PAR L'ÉTAT COMPÉTENT

Les personnes qui résident sur le territoire d'un État, admises au bénéfice de la législation de cet État, bénéficient également :

- des dispositions des conventions internationales de Sécurité sociale qui demeurent applicables en vertu du règlement CE n° 883/2004 ;

Ils en bénéficient au même titre que les nationaux. Il s'agit donc d'une extension du principe d'égalité de traitement à certaines dispositions conventionnelles.

Article 8 - Règlement CE n° 883/2004

Exception

L'égalité de traitement, dans le domaine conventionnel, connaît des limites posées dans l'annexe II du règlement CE n° 883/2004 modifié par le règlement CE n° 987/2009.

L'annexe II du règlement CE n° 883/2004 modifié par le règlement CE n° 987/2009 reprend une par une et pays par pays les dispositions des conventions dont le bénéfice n'est pas étendu à toutes les personnes auxquelles s'applique ledit règlement.

Article 8 - Règlement CE n° 883/2004

Exemples

Allemagne– France

Accord complémentaire n° 4 du 10 juillet 1950 à la convention générale de la même date, dans la rédaction qui figure dans l'accord complémentaire n° 2 du 18 juin 1955 (prise en compte des périodes d'assurances accomplies entre le 1^{er} juillet 1940 et le 30 juin 1950).

Titre I dudit accord complémentaire no2 (prise en compte des périodes d'assurance accomplies avant le 8 mai 1945).

Points 6, 7 et 8 du protocole général du 10 juillet 1950 à la convention générale de la même date (dispositions administratives).

Titres II, III et IV de l'accord du 20 décembre 1963 (Sécurité sociale du Land de Sarre).

TOTALISATION DES PÉRIODES D'ASSURANCE ET D'EMPLOI

DÉFINITIONS

Le principe de totalisation consiste à prendre en considération les périodes d'assurance, d'emploi, d'activité non salariée ou de résidence accomplies sous la législation d'un État membre lorsque les autorités d'un autre État membre sont amenées à se prononcer sur :

- l'acquisition, le maintien, la durée ou le recouvrement du droit à prestations ;
- l'admission au bénéfice d'une législation ;
- l'accès à l'assurance obligatoire, facultative ou volontaire.

Ce principe de totalisation a pour objectif de garantir la conservation des droits en cours d'acquisition, d'éviter aux personnes circulant entre les États membres de perdre toute couverture sociale ou des droits du fait de changement de législation applicable.

Néanmoins, lorsque les personnes concernées ont été soumises à la législation de plusieurs États membres et qu'il s'agit de liquider des prestations d'invalidité, de vieillesse ou de survivants, la totalisation des périodes d'assurance s'accompagne d'une proratisation des prestations pour éviter des cumuls injustifiés de prestations issues de mêmes périodes d'assurance. Il y a donc une réduction du montant des prestations calculées sur la totalité des périodes au prorata des seules périodes acquises sous la législation de l'État concerné par rapport au total des périodes totalisées, total limité à la période maximale exigé pour le bénéfice d'une pension complète.

Circulaire DSS/DACI/2010/461 du 27 décembre 2010

Périodes d'assurance

Le terme «périodes d'assurance» désigne les périodes de cotisation, d'emploi ou d'activité non-salariée telles qu'elles sont définies ou admises comme périodes d'assurance par la législation sous laquelle elles ont été accomplies ou sont considérées comme accomplies, ainsi que toutes les périodes assimilées dans la mesure où elles sont reconnues par cette législation comme équivalant aux périodes d'assurance.

Article 1 t) - Règlement CE n° 883/2004

Périodes d'emploi

Les termes «périodes d'emploi» désignent les périodes définies ou admises comme telles par la législation sous laquelle elles ont été accomplies, ainsi que toutes les périodes assimilées dans la mesure où elles sont reconnues par cette législation comme équivalant aux périodes d'emploi.

Article 1 u) - Règlement CE n° 883/2004

Périodes d'activité non-salariée

Les termes «périodes d'activité non-salariée» désignent les périodes définies ou admises comme telles par la législation sous laquelle elles ont été accomplies, ainsi que toutes les périodes assimilées dans la mesure où elles sont reconnues par cette législation comme équivalant aux périodes d'activité non-salariée.

Article 1 u) - Règlement CE n° 883/2004

Périodes de résidence

Le terme «périodes de résidence» désigne les périodes définies ou admises comme telles par la législation sous laquelle elles ont été accomplies ou sont considérées comme accomplies.

Période de référence

Si, en vertu de la législation de l'État membre compétent, le bénéfice de prestations de Sécurité sociale ou d'autres revenus produit certains effets juridiques, les dispositions en cause de cette législation sont également applicables en cas de bénéfice de prestations équivalentes acquises en vertu de la législation d'un autre État membre ou de revenus acquis dans un autre État membre.

Article 5 - Règlement CE n° 883/2004

PROLONGATION DE LA PÉRIODE DE RÉFÉRENCE

Si, en vertu de la législation de l'État membre compétent, des effets juridiques sont attribués à la survenance de certains faits ou événements, cet État membre tient compte des faits ou événements semblables survenus dans tout autre État membre comme si ceux-ci étaient survenus sur son propre territoire.

Article 5 - Règlement CE n° 883/2004

PRINCIPE DE TOTALISATION

Intérêt de toute convention internationale de Sécurité sociale

L'objectif même des conventions ou accords internationaux réciproques est de prendre en compte la totalité des périodes d'assurance, ou de résidence, ou d'emploi, accomplies dans le ou les pays concernés par la convention ou l'accord bilatéral ou multilatéral et qui relèvent des différents risques prévus par le champ d'application matériel.

Les périodes ainsi totalisées permettent, d'une part, l'ouverture des droits dans chacun des pays concernés et ce, selon ses propres règles et, d'autre part, de déterminer le montant de la prestation due par chacun des pays comme si toutes les périodes concernées avaient été accomplies sous sa législation.

Règle de totalisation au sein de l'EEE

Lorsque pour l'accès, le maintien, la durée ou le recouvrement du droit aux prestations ainsi que l'accès à l'assurance obligatoire, facultative continuée ou volontaire l'institution compétente d'un État membre subordonne l'accomplissement des périodes d'assurance, d'emploi, d'activité non salariée ou de résidence, il doit tenir compte, dans la mesure du nécessaire, des périodes d'assurance, d'emploi, d'activité non salariée ou de résidence accomplies sous la législation d'un autre État membre.

Ces périodes respectives d'assurance, d'emploi, d'activité non salariée ou de résidence sus-indiquées accomplies sous la législation d'un État membre s'ajoutent aux périodes accomplies sous la législation de tout autre État membre, dans la mesure où il est nécessaire d'y faire appel en vue de l'application de l'article 6 du règlement de base, à condition que ces périodes ne se chevauchent pas.

Article 6 - Règlement CE n° 883/2004

Article 12-2 - Règlement CE n° 987/2009

A cet effet, l'institution compétente s'adresse aux autres institutions des autres États membres à la législation desquels la personne concernée a été aussi soumise pour déterminer toutes les périodes accomplies sous cette législation.

Article 12-1- Règlement CE n° 987/2009

Cas particuliers : prestations invalidité, vieillesse et survivant

S'il s'agit de prestations d'invalidité, de vieillesse et de survivant, l'institution de chaque État membre calcule, selon la législation qu'elle applique, le montant dû correspondant aux périodes d'assurance volontaire ou facultative continuée qui, en vertu de l'article 53, paragraphe 3, point c), du règlement CE n° 883/2004, n'est pas soumis aux clauses de suppression, de réduction ou de suspension d'un autre État membre.

Il peut arriver que la législation appliquée par l'institution compétente ne permette pas de déterminer directement ce montant parce que cette législation attribue des valeurs différentes aux périodes d'assurance, un montant notionnel peut être établi. Dans ce cas, la commission administrative fixe donc les modalités pour l'établissement dudit montant notionnel.

Article 43-3- Règlement CE n° 987/2009

Superposition de périodes d'assurance obligatoire et d'assurance volontaire

Lorsqu'une période d'assurance ou de résidence accomplie au titre d'une assurance obligatoire sous la législation d'un État membre coïncide avec une période d'assurance accomplie au titre d'une assurance volontaire ou facultative continuée sous la législation d'un autre État membre, seule la période accomplie au titre d'une assurance obligatoire est prise en compte.

Article 14-2 - Règlement CE n° 987/2009

Article 12-3 - Règlement CE n° 987/2004

Superposition de périodes d'assurance et de périodes assimilées

Lorsqu'une période d'assurance ou de résidence autre qu'une période assimilée, accomplie sous la législation d'un État membre coïncide avec une période assimilée en vertu de la législation d'un autre État membre, seule la période autre qu'une période assimilée est prise en compte.

Toute période assimilée en vertu des législations de deux ou plusieurs États membres n'est prise en compte que par l'institution de l'État membre à la législation duquel l'assuré a été soumis à titre obligatoire en dernier lieu avant ladite période.

Au cas où l'assuré n'aurait pas été soumis à titre obligatoire à la législation d'un État membre avant ladite période, celle-ci est prise en compte par l'institution de l'État membre à la législation duquel il a été soumis à titre obligatoire pour la première fois après ladite période.

Article 12-5 - Règlement CE n° 987/2009

Périodes incertaines

Au cas où l'époque à laquelle certaines périodes d'assurance ou de résidence ont été accomplies sous la législation d'un État membre ne peut être déterminée de façon précise, il est présumé que ces périodes ne se superposent pas à des périodes d'assurance ou de résidence accomplies sous la législation d'un autre État membre et il en est tenu compte, dans la mesure où elles peuvent être utilement prises en considération.

Article 12-6 - Règlement CE n° 987/2009

Périodes accomplies dans un certain délai

Au cas où, selon la législation d'un État membre, certaines périodes d'assurance ou de résidence ne sont prises en compte que si elles ont été accomplies dans un délai déterminé, l'institution qui applique cette législation ne tient compte des périodes d'assurance ou de résidence accomplies sous la législation d'un autre État membre :

- que si elles ont été accomplies dans ledit délai ;
- ou prolonge ce délai de la durée des périodes d'assurance ou de résidence accomplies en tout ou en partie dans ledit délai sous la législation d'un autre État membre lorsqu'il s'agit de périodes d'assurance ou de résidence entraînant uniquement, selon la législation du deuxième État membre, la suspension du délai dans lequel des périodes d'assurance ou de résidence doivent être accomplies.

Article 15 if) - Règlement CE n° 574-72

Conversion des durées d'assurance au sein de l'Union Européenne

Les périodes d'assurance accomplies sous la législation d'un État membre peuvent être exprimées dans des unités différentes de celles qui sont utilisées par la législation d'un autre État membre. Le règlement CE n° 883/2004 établit alors des règles de conversion aux fins de la totalisation des périodes concernées.

Article 13-1 - Règlement CE n° 987/2009

Salariés travaillant 6 jours par semaine et travailleurs non-salariés

S'il s'agit d'un travailleur salarié qui a été soumis au régime de la semaine de 6 jours ou d'un travailleur non-salarié :

- 1 jour est équivalent à 8 heures et inversement ;
- 6 jours sont équivalents à 1 semaine et inversement ;
- 26 jours sont équivalents à 1 mois et inversement ;
- 3 mois ou 13 semaines ou 78 jours sont équivalents à 1 trimestre et inversement ;
- pour la conversion des semaines en mois et inversement, les semaines et les mois sont convertis en jours ;
- l'application des règles précédentes ne peut avoir pour effet de retenir, pour l'ensemble des périodes d'assurance accomplies au cours d'une année civile, un total supérieur à 312 jours ou 52 semaines ou 12 mois ou 4 trimestres.

Salariés travaillant 5 jours par semaine

S'il s'agit d'un travailleur salarié qui a été soumis au régime de la semaine de 5 jours :

- 1 jour est équivalent à 9 heures et inversement ;
- 5 jours sont équivalents à 1 semaine et inversement ;
- 22 jours sont équivalents à 1 mois et inversement ;
- 3 mois ou 13 semaines ou 66 jours sont équivalents à 1 trimestre et inversement ;
- pour la conversion des semaines en mois et inversement, les semaines et les mois sont convertis en jours ;
- l'application des règles précédentes ne peut avoir pour effet de retenir, pour l'ensemble des périodes d'assurance accomplies au cours d'une année civile, un total supérieur à 264 jours ou 52 semaines ou 12 mois ou 4 trimestres.

Salariés travaillant 7 jours par semaine

S'il s'agit d'un travailleur salarié qui a été soumis au régime de la semaine de 7 jours :

- 1 jour est équivalent à 6 heures et inversement ;
- 7 jours sont équivalents à 1 semaine et inversement ;
- 30 jours sont équivalents à 1 mois et inversement ;
- 3 mois ou 13 semaines ou 90 jours sont équivalents à 1 trimestre et inversement ;
- pour la conversion des semaines en mois et inversement, les semaines et les mois sont convertis en jours ;
- l'application des règles précédentes ne peut avoir pour effet de retenir, pour l'ensemble des périodes d'assurance accomplies au cours d'une année civile, un total supérieur à 360 jours ou 52 semaines ou 12 mois ou 4 trimestres.

Périodes d'assurance exprimées en mois

Lorsque les périodes d'assurance accomplies sous la législation d'un Etat membre sont exprimées en mois, les jours qui correspondent à une fraction de mois, sont considérés comme un mois entier.

AFFILIATION UNIQUE AUPRÈS DU PAYS D'ACTIVITÉ

PRINCIPE DE L'UNICITÉ DE LA LÉGISLATION

Les personnes auxquelles le règlement CE n° 883/2004 est applicable ne sont soumises qu'à la législation d'un seul État membre.

Article 11-1 - Règlement CE n° 883/2004

Exception

Seules les personnes exerçant simultanément une activité salariée et une activité non-salariée sur le territoire de différents États membres peuvent être soumises à plusieurs législations en même temps.

Article 12 - Règlement CE n° 883/2004

Article 10 - Règlement CE n° 883/2004

LÉGISLATION APPLICABLE AUX TRAVAILLEURS SALARIÉS

La personne qui exerce une activité salariée sur le territoire de deux ou plusieurs pays membres est soumise soit à la législation de l'État de résidence si une partie substantielle de son activité est exercée dans ce pays membre ou si elle dépend de plusieurs entreprises ou employeurs qui ont leur siège social ou leur siège d'exploitation dans différents pays membres.

Elle peut être soumise soit à la législation du pays membre dans lequel l'entreprise ou l'employeur qui l'emploie a son siège ou à son domicile à la condition que ladite personne n'exerce pas une part substantielle de ses activités dans l'État de résidence.

Article 13-1 - Règlement CE n° 883/2004

LÉGISLATION APPLICABLE AU PERSONNEL DE L'AVIATION CIVILE

Le personnel navigant des compagnies aériennes est rattaché à la législation de sécurité sociale de l'État sur le territoire duquel se trouve leur base d'affectation. En effet, en application du règlement (CEE) n° 3922/91 du 16 décembre 1991 relatif à l'harmonisation de règles techniques et de procédures administratives dans le domaine de l'aviation civile, tout membre d'équipage a une base d'affectation qui est définie comme « le lieu désigné par l'exploitant pour le membre d'équipage où celui-ci commence et termine normalement un temps de service ou une série de temps de service et où dans des circonstances normales, l'exploitant n'est pas tenu de loger ce membre d'équipage ». Ce critère est plus adapté à la situation des intéressés que l'application de la règle commune relative aux pluri actifs applicable jusqu'en juillet 2012. Il s'agit d'un critère qui devrait rester stable pour les intéressés et ne pas donner lieu à des changements fréquents de législation applicable en raison de modes d'organisation ou de contraintes saisonnières.

Règlement (UE) n° 465/2012 du Parlement européen et du Conseil du 22 mai 2012

Ce règlement communautaire est applicable à l'Islande, au Liechtenstein et à la Norvège à compter du 2 février 2013.

LÉGISLATION APPLICABLE AUX TRAVAILLEURS NON-SALARIÉS

La personne qui exerce une non-activité salariée sur le territoire de deux ou plusieurs pays membres est soumise soit à la législation de l'État de résidence si une partie substantielle de son activité est exercée dans ce pays membre. Soit, la personne peut être soumise à la législation du pays membre dans lequel se situe le centre d'intérêt de ses activités à condition qu'elle ne réside pas dans l'un des États membres où une partie substantielle de son activité est exercée.

Article 13-2 - Règlement CE n° 883/2004

LÉGISLATION APPLICABLE AUX PERSONNES APPELÉES OU RAPPELÉES SOUS LES DRAPEAUX

La personne appelée ou rappelée sous les drapeaux ou au service civil d'un État membre est soumise à la législation de cet État.

Si le bénéfice de cette législation est subordonné à l'accomplissement de périodes d'assurance avant l'incorporation au service militaire ou au service civil ou après la libération du service militaire ou du service civil, les périodes d'assurance accomplies sous la législation de tout autre État membre sont prises en compte, dans la mesure nécessaire, comme s'il s'agissait de périodes d'assurance accomplies sous la législation du premier État. Le travailleur salarié ou non-salarié appelé ou rappelé sous les drapeaux ou au service civil garde la qualité de travailleur salarié ou non-salarié.

Article 13-2 - Règlement CE n° 883/2004

LÉGISLATION APPLICABLE AUX TITULAIRES DE RENTES ET PENSIONNÉS

La personne qui perçoit une pension ou des pensions en vertu de la législation d'un ou de plusieurs États membres et qui réside dans un autre État membre peut être exemptée, à sa demande, de l'application de la législation de ce dernier État, à condition qu'elle ne soit pas soumise à cette législation en raison de l'exercice d'une activité salariée ou non salariée.

Article 16-2-Règlement CE n° 883/2004

HYPOTHÈSE OU LA LÉGISLATION COMPÉTENTE CESSE D'ÊTRE APPLICABLE

Les personnes autres que celles visées à l'article 11-3 points a) à d) sont soumises à la législation de l'État membre de résidence, sans préjudice d'autres dispositions du présent règlement qui leur garantissent des prestations en vertu de la législation d'un ou de plusieurs autres États membres.

Article 11-3 e)-Règlement CE n° 883/2004

PREMIÈRE EXCEPTION : DÉTACHEMENT TEMPORAIRE DES TRAVAILLEURS SALARIÉS

DÉTACHEMENT D'UNE DURÉE N'EXCÉDANT PAS 24 MOIS

La personne qui exerce une activité salariée dans un État membre pour le compte d'un employeur y exerçant normalement ses activités, et que cet employeur détache pour effectuer un travail pour son compte dans un autre État membre, demeure soumise à la législation du premier État membre, à condition que la durée prévisible de ce travail n'excède pas vingt-quatre mois. L'employeur doit alors obtenir des autorités compétentes le document portable A1, établissant le maintien au régime de protection sociale d'origine. Ce document lie donc les institutions et constitue un moyen de preuve pour le salarié.

Article 12-1-Règlement CE n° 883/2004

Les détachements en cours au 1^{er} mai 2010 se poursuivent pendant une durée qui en tenant compte de celle déjà accomplie ne peut excéder 24 mois, soit la durée maximale prévue par le nouveau règlement.

Lettre circulaire ACOSS no 2011-0000086 du 28 juillet 2011

On entend par « y exerçant normalement ses activités », des activités substantielles autres que des activités de pure administration interne sur le territoire de l'État membre dans lequel l'employeur est établi. Doivent être prise en compte tous les facteurs qui caractérisent les activités de l'entreprise. Ces facteurs essentiels doivent être adaptés aux caractéristiques propres à chaque employeur et à la nature réelle des activités exercées.

Article 14-2-Règlement CE n° 987/2009

Du fait de la nature des activités qu'elles exercent, les entreprises sont obligées, dans de nombreux cas, d'envoyer leurs travailleurs à l'étranger pour des déplacements fréquents de courte durée. Il est alors impossible, compte tenu des procédures d'obtenir le formulaire A1 en temps utile. Aussi, des procédures simplifiées de délivrance d'un justificatif, attestant du maintien de l'affiliation au régime français de sécurité sociale ont été mises en place.

Ainsi, pour les détachements d'une durée inférieure à trois mois, l'employeur doit compléter l'imprimé S 9203, dit « avis de mission professionnelle à l'étranger » et en remettre un exemplaire à la CPAM et l'autre au salarié.

Pour les détachements répétés de moins de trois mois, l'idée est d'éviter à l'employeur d'accomplir des formalités répétitives. Il a donc été institué la déclaration trimestrielle préalable sur laquelle l'entreprise indique le nom du ou des salariés susceptibles d'être détachés au cours des trois mois à venir.

Circ. DSS/DACI/ n° 501 du 22 octobre 2004

Excepté pour remplacement au terme de la période de détachement

L'affiliation au pays d'origine est maintenue seulement si la personne temporairement détachée n'est pas envoyée en remplacement d'une autre personne parvenue au terme de la période de son détachement.

Article 12-1)-Règlement CE n° 883/2004

EXCEPTIONS DANS L'INTÉRÊT DES PERSONNES

Deux ou plusieurs États membres, les autorités compétentes de ces États membres ou les organismes désignés par ces autorités peuvent prévoir d'un commun accord, dans l'intérêt de certaines personnes ou catégories de personnes, des dérogations aux articles 11 à 15 du règlement CE n° 883/2004 relatifs à l'exercice d'une activité temporaire dans un État membre et au cumul d'activités.

Article 16)-Règlement CE n° 883/2004

SECONDE EXCEPTION : ACTIVITÉ TEMPORAIRE DES TRAVAILLEURS NON-SALARIÉS

ACTIVITÉ N'EXCÉDANT PAS 24 MOIS

La personne qui exerce normalement une activité non salariée dans un État membre et qui part effectuer une activité semblable dans un autre État membre demeure soumise à la législation du premier État membre, à condition que la durée prévisible de cette activité n'excède pas vingt-quatre mois.

Article 12-2-Règlement CE n° 883/2004

Pour déterminer si l'activité que part effectuer un travailleur non salarié dans un autre État membre est semblable à l'activité non salariée normalement exercée, le critère est le caractère réel de l'activité et non de la qualification d'activité salariée ou non salariée que cet État membre est susceptible de lui procurer.

Article 14-3-Règlement CE n° 987/2009

L'article 12-2-Règlement CE n° 883/2004 exige qu'avant d'exercer un travail sur le territoire de l'État d'activité, le travailleur exerce une activité non-salariée sur le territoire de l'État d'établissement. Cette obligation suppose que le travailleur exerce depuis un certain temps des activités significatives sur le territoire de l'État où il est établi avant de se déplacer vers un autre État membre pour y exercer un travail, salarié ou non-salarié.

Distinction entre le détachement et les activités exercées dans deux ou plusieurs États membres

Afin de distinguer les activités relevant du détachement et celles exercées dans deux ou plusieurs États membres, la durée de l'activité dans un ou plusieurs États qui soit de nature permanente ou ponctuelle et temporaire est déterminante.

À ce titre, une évaluation globale des faits pertinents y compris, en particulier dans le cadre d'une activité salariée, le lieu de travail tel qu'il est défini dans le contrat d'engagement peut être effectuée.

Article 14-7-Règlement CE n° 987/2004

EXCEPTIONS DANS L'INTÉRÊT DES PERSONNES

Deux ou plusieurs États membres, les autorités compétentes de ces États membres ou les organismes désignés par ces autorités peuvent prévoir d'un commun accord, dans l'intérêt de certaines personnes ou catégories de personnes, des dérogations aux articles 11 à 15 du règlement CE n° 883/2004 relatifs à l'exercice d'une activité temporaire dans un État membre et au cumul d'activités.

Article 16-Règlement CE n° 883/2004

Lorsqu'une personne exerce son activité dans État membre compétent, l'employeur ou, si la personne n'exerce pas une activité salariée, elle en informe au préalable l'institution compétente de l'État membre dont la législation est applicable. Cette dernière, sans délai, met à la disposition de la personne concernée et de l'institution désignée par l'autorité compétente de l'État membre où l'activité doit être exercée des informations nécessaires sur la législation applicable à la personne concernée.

Article 15-Règlement CE n° 987/2009

TROISIÈME EXCEPTION : EXERCICE D'ACTIVITÉS DANS PLUSIEURS ÉTATS MEMBRES

EMPLOYEUR SITUÉ DANS PLUSIEURS ÉTATS MEMBRES

Activité salariée dans plusieurs États membres

On entend par « personne qui exerce normalement son activité dans deux ou plusieurs États membres », une personne qui :

- soit tout en maintenant une activité dans un État membre, en exerce simultanément une autre, distincte, dans un ou plusieurs autres États membres, quelles que soient la durée ou la nature de ladite activité distincte ;
- soit exerce en permanence des activités alternantes, à condition qu'il ne s'agisse pas d'activités marginales, dans deux États membres ou plus, quelles que soient la fréquence ou la régularité de l'alternance.

Exercice d'une part substantielle de l'activité dans un État membre

La personne qui exerce normalement son activité dans deux ou plusieurs États membres est soumise à la législation de l'État membre de résidence, si elle exerce une partie substantielle de son activité dans cet État membre. Si elle dépend de plusieurs entreprises ou de plusieurs employeurs qui ont leur siège social ou leur siège d'exploitation dans différents États membres, elle est soumise à la législation de l'État membre de résidence.

Article 13-1 a)-Règlement CE n° 883/2004

Exercice d'une part non substantielle de l'activité dans un État membre

A compter du 1^{er} juin 2012, à défaut d'activité substantielle dans l'État de résidence, le salarié sera rattaché :

- soit à la législation du siège de l'employeur si la personne ne relève que d'un seul employeur ;
- soit à la législation de l'État sur le territoire duquel il a ses employeurs si ces derniers sont installés dans le même État ;
- soit à la législation de l'État membre dans lequel un des employeurs a son siège ;
- soit à la législation de l'État de résidence si le salarié a au moins 2 employeurs ayant leurs sièges dans 2 États membres différents de l'État de résidence.

Règlement n° 465/2012 du 22 mai 2012

Activité non salariée dans plusieurs États membres

Exercice d'une part substantielle de l'activité non salariée dans un État membre

La personne qui exerce normalement son activité non salariée dans deux ou plusieurs États membres est soumise à la législation de l'État membre où elle exerce une part substantielle de cette activité.

Article 13-2-a)-Règlement CE n° 883/2004

Le terme une personne qui « exerce normalement son activité non salariée dans deux ou plusieurs États membres » désigne en particulier une personne qui exerce, simultanément ou en alternance, une ou plusieurs activités non salariées différentes, quelle qu'en soit la nature, dans deux États membres ou plus. L'acception « exercer normalement son activité non salariée dans deux ou plusieurs États membres » signifie l'exercice simultané ou en alternance d'une ou plusieurs activités non salariées différentes, quelle qu'en soit la nature, dans deux États membres ou plus.

Article 14-6-Règlement CE n° 987/2009

Exercice d'une part non substantielle de l'activité non salariée dans un État membre

La personne qui exerce normalement son activité non salariée dans deux ou plusieurs États membres est soumise à la législation de l'État membre où se situe le centre d'intérêt de ses activités lorsqu'elle ne réside pas dans l'un des États où elle exerce une partie substantielle de son activité.

Article 13-2-b)-Règlement CE n° 883/2004

L'acception « exercer normalement son activité non salariée dans deux ou plusieurs États membres » signifie l'exercice simultané ou en alternance d'une ou plusieurs activités non salariées différentes, quelle qu'en soit la nature, dans deux États membres ou plus.

Article 14-6-Règlement CE n° 987/2009

Le terme « partie substantielle d'une activité salariée ou non salariée » exercée dans un État membre signifie qu'une part quantitativement importante de l'ensemble des activités du travailleur salarié ou non salarié y est exercée, sans qu'il s'agisse nécessairement de la majeure partie de ces activités.

Détermination de la part substantielle des activités exercées dans un État membre

La détermination de la part substantielle des activités exercées dans un État membre se fait sur la base de certains critères indicatifs.

Pour l'activité salariée, les critères sont le temps de travail et/ou la rémunération.

En ce qui concerne l'activité non salariée, il est tenu compte du chiffre d'affaires, le temps de travail, le nombre de services prestés et/ou le revenu.

En cas d'évaluation globale, la réunion de moins de 25% des critères précités indiquera qu'une partie substantielle des activités n'est pas exercée dans l'État membre concerné.

Article 14-8-Règlement CE n° 987/2009

Détermination du centre d'intérêt des activités non salariées

Le centre d'intérêt d'un travailleur non salarié est déterminé en prenant en compte l'ensemble des éléments composant ses activités professionnelles d'abord le lieu du siège fixe ou permanent des activités de l'intéressé, ensuite le nombre des services prestés et enfin la volonté de l'intéressé telle qu'elle ressort de toutes les circonstances.

Article 14-9-Règlement CE n° 987/2009

Afin de déterminer la législation applicable par rapport à l'ensemble des circonstances décrites ci-dessus, les institutions concernées tiennent compte de la situation future prévue pour les douze mois civils à venir.

Article 14-10-Règlement CE n° 987/2009

Cas d'un salarié exerçant une activité dans deux ou plusieurs États membres de l'Union Européenne dont l'employeur est situé en dehors du territoire de l'Union

Lorsqu'un salarié exerce son activité dans deux États membres ou plus pour le compte d'un employeur établi en dehors du territoire de l'Union et si cette personne réside dans un État membre sans y exercer une activité substantielle, elle est soumise à la législation de l'État membre de résidence.

Article 14-11-Règlement CE n° 987/2009

Formalités

La personne qui exerce des activités dans deux États membres ou plus doit informer l'institution dûment désignée par l'autorité compétente de l'État membre de résidence. Cette institution du lieu de résidence désignée détermine la législation qui doit être appliquée à la personne concernée dans les meilleurs délais. Cette détermination est du moins provisoire l'institution compétente en informe les autres institutions désignées de chaque État membre où la personne exerce une activité.

La détermination de la législation provisoire applicable devient définitive dans les deux mois qui suivent sa notification à l'institution désignée par les autorités compétentes des pays membres.

La détermination provisoire reste applicable après le délai de deux mois lorsque la législation applicable a fait l'objet d'une détermination définitive ou lorsqu'au moins une des institutions concernées informe l'autorité compétente de l'État membre de résidence, à l'expiration du délai de deux mois qu'elle ne peut accepter la détermination de la législation applicable ou qu'elle émet à cet effet un avis différent.

Si une incertitude quant à la détermination de la législation applicable nécessite des contacts entre les institutions ou les autorités de deux États membres ou plus, la législation applicable à la personne concernée est déterminée d'un commun accord, ce, à la demande d'une ou plusieurs des institutions désignées par les autorités compétentes des États membres concernés ou des institutions compétentes elles-mêmes.

Lorsque les institutions ou les autorités compétentes concernées ont des avis contradictoires, elles cherchent un accord.

L'institution compétente de l'État membre dont la législation est applicable provisoirement ou définitivement informe sans délai la personne concernée.

Lorsque la personne concernée omet de fournir les informations requises, l'institution désignée par l'autorité compétente de l'État membre de résidence instruit la demande éventuellement par l'intermédiaire d'une autre institution.

Article 16-Règlement CE n° 987/2009

L'institution compétente de l'État membre dont la législation devient applicable informe la personne concernée tout comme son ou ses employeurs des obligations qui sont énoncées dans ladite législation. L'institution compétente de l'État membre apporte l'aide indispensable à l'accomplissement des formalités requises par cette législation.

L'institution compétente dont la législation est applicable, à la demande de la personne concernée ou de l'employeur, atteste que ladite législation est applicable et en indique la date et les conditions d'application de ladite législation.

Article 19-Règlement CE n° 987/2009

Formalités

La personne qui exerce des activités dans deux États membres ou plus doit informer l'institution dûment désignée par l'autorité compétente de l'État membre de résidence. Cette institution du lieu de résidence désignée détermine la législation qui doit être appliquée à la personne concernée dans les meilleurs délais. Cette détermination est du moins provisoire l'institution compétente en informe les autres institutions désignées de chaque État membre où la personne exerce une activité.

La détermination de la législation provisoire applicable devient définitive dans les deux mois qui suivent sa notification à l'institution désignée par les autorités compétentes des pays membres.

La détermination provisoire reste applicable après le délai de deux mois lorsque la législation applicable a fait l'objet d'une détermination définitive ou lorsqu'au moins une des institutions concernées informe l'autorité compétente de l'État membre de résidence, à l'expiration du délai de deux mois qu'elle ne peut accepter la détermination de la législation applicable ou qu'elle émet à cet effet un avis différent.

Si une incertitude quant à la détermination de la législation applicable nécessite des contacts entre les institutions ou les autorités de deux États membres ou plus, la législation applicable à la personne concernée est déterminée d'un commun accord, ce, à la demande d'une ou plusieurs des institutions désignées par les autorités compétentes des États membres concernés ou des institutions compétentes elles-mêmes.

Lorsque les institutions ou les autorités compétentes concernées ont des avis contradictoires, elles cherchent un accord.

L'institution compétente de l'État membre dont la législation est applicable provisoirement ou définitivement informe sans délai la personne concernée.

Lorsque la personne concernée omet de fournir les informations requises, l'institution désignée par l'autorité compétente de l'État membre de résidence instruit la demande éventuellement par l'intermédiaire d'une autre institution.

Article 16-Règlement CE n° 987/2009

L'institution compétente de l'État membre dont la législation devient applicable informe la personne concernée tout comme son ou ses employeurs des obligations qui sont énoncées dans ladite législation. L'institution compétente de l'État membre apporte l'aide indispensable à l'accomplissement des formalités requises par cette législation.

L'institution compétente dont la législation est applicable, à la demande de la personne concernée ou de l'employeur, atteste que ladite législation est applicable et en indique la date et les conditions d'application de ladite législation.

Article 19-Règlement CE n° 987/2009

CUMUL D'ACTIVITÉS SALARIÉE ET NON-SALARIÉE

La personne qui exerce normalement une activité salariée et une activité non salariée dans différents États membres est soumise à la législation de l'État membre dans lequel elle exerce une activité salariée.

Lorsque cette personne exerce une telle activité dans deux ou plusieurs États membres, elle est soumise à la législation de l'État de résidence si elle y exerce une part substantielle de son activité.

Si elle dépend de plusieurs entreprises ou employeurs, elle est également soumise à la législation de l'État de résidence où les entreprises ou les employeurs ont leur domicile ou leur siège.

Cette personne, si elle n'exerce pas une partie substantielle de ses activités dans l'État membre de résidence, est soumise à la législation de l'État dans lequel l'entreprise ou l'employeur qui l'emploie a son domicile ou son siège.

Article 13-3-Règlement CE n° 883/2004

AFFILIATION DES GENS DE MER

PRINCIPE D’AFFILIATION

La personne qui exerce une activité salariée ou non salariée dans un État membre est soumise à la législation de cet État membre.

Article 11-3 a)-Règlement CE n° 883/2004

EXCEPTION RELATIVE AU DÉTACHEMENT SALARIÉ TEMPORAIRE SUR UN AUTRE NAVIRE

La personne qui exerce une activité salariée dans un État membre pour le compte d’un employeur y exerçant normalement ses activités, et que cet employeur détache pour effectuer un travail pour son compte dans un autre État membre, demeure soumise à la législation du premier État membre.

Article 12-1-Règlement CE n° 883/2004

EXCEPTION RELATIVE À L’EXERCICE TEMPORAIRE D’UNE ACTIVITÉ NON-SALARIÉE SUR UN AUTRE NAVIRE

La personne qui exerce normalement une activité non salariée dans un État membre et qui part effectuer une activité semblable dans un autre État membre demeure soumise à la législation du premier État membre, à condition que la durée prévisible de cette activité n’excède pas 24 mois sur le territoire d’un autre État membre.

Article 12-1-Règlement CE n° 883/2004

CAS PARTICULIERS

La personne qui exerce une activité salariée à bord d’un navire battant pavillon d’un État membre et qui est rémunérée pour cette activité par une entreprise ou une personne ayant son siège ou son domicile dans un autre État membre est soumise à la législation de ce dernier État membre si elle réside dans cet État.

L’entreprise ou la personne qui verse la rémunération est considérée comme l’employeur aux fins de ladite législation.

Article 11-4-Règlement CE n° 883/2004

UNICITÉ DE LA LÉGISLATION LIÉE À UN SEUL ÉTAT MEMBRE

Le nouveau règlement de coordination prévoit un renforcement du principe selon lequel une personne n'est soumise à la législation que d'un seul Etat membre.

Les exceptions à la règle de l'unicité de la législation à appliquer seront limitées et bien délimitées.